

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1434

19 mai 2016

SOMMAIRE

Aberdeen Asset Managers (Luxembourg) S.à r.l.	68829	Croisimer Finance S.A.	68787
Aberdeen Global	68822	Decopress S.A. SPF	68786
AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l.	68821	DIAM UCITS FUND	68806
Allegro Investment Corporation S.A.	68822	Emimmo S.A.	68787
Altitude Holdings S.à r.l.	68823	Entegris Taiwan II S.à r.l.	68817
Apollo Warehouse S.à r.l.	68823	Eribert	68788
Articis S.A.	68820	Eves S.A.	68789
Asia Real	68806	Feri Trust (Luxembourg) S.A.	68830
Barclays Alternatives	68805	Frënn vum aalen Buttik, aus aal mach nei a.s.b.l.	68831
Bavarian Sky S.A.	68824	Luxshipping S.A.	68786
Bavarian Sky S.A.	68823	MedCap Growth Equity Luxembourg Fund I, SCS	68832
BayWa r.e. Solar Systems S.à r.l.	68821	Montecin Luxembourg S.A.	68817
Beacon Luxembourg S.à r.l.	68821	Nerthus Invest S.A.	68789
Berkeley Luxembourg S.à r.l.	68821	Nordic Fund Services	68790
Blue Gem Luxembourg 1D S.à r.l.	68824	NRG 7 S.A. SPF	68787
BY Kilian Companies S.à r.l.	68825	R3 Medical S.A.	68829
Cambridge Luxembourg S.à r.l.	68827	SACEC S.A.	68790
Centaurus S.à r.l.	68828	Sogin	68788
Centre Chretien-Social du Sud	68828	SPI Bangladesh Fund	68820
Cinimalux S.A.	68788	TCFE Immo S.A.	68786
Concord Luxembourg S.à r.l.	68828	The Scarlett Holding S.à r.l.	68825
Corber Enterprises S.à r.l.	68829	Total Marine Solutions S.A.	68790
Cosmopar S.A.	68789	Zeeco Europe Limited Luxembourg	68831
Creathor Venture Management Luxembourg	68829		

Luxshipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 90.856.

Die Aktionäre werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre von Luxshipping S.A., welche am *06. Juni 2016* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

Tagesordnung:

1. Verlesung der Jahresberichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2015
3. Beschlussfassung über das Jahresergebnis
4. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
5. Mandatsänderungen
6. Verschiedenes
 - Aufteilung/Namensänderung Aktionär

Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates .

Référence de publication: 2016108988/19.

Decopress S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.401.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra au siège social, en date du *6 juin 2016* à 17 heures, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.
2. Discussion du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2015.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109860/1004/18.

TCFE Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 111.454.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE DES ACTIONNAIRESqui se tiendra le *7 juin 2016* à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2015
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109863/788/17.

Emimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 124.185.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 7 juin 2016 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109861/506/16.

Croisimer Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 116.612.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 7 juin 2016 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109862/506/16.

NRG 7 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.696.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du 27 mai 2016 à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 ;
2. Discussion sur le rapport de commissaire portant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 ;
3. Octroi de la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au cours des exercices qui se sont clôturés le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015;
4. Affectation du résultat réalisé au cours des exercices 2014 et 2015;
5. Le cas échéant, mention quant à l'application de l'article 100 des LCSC ;
6. Confirmation de la modification au sein du Conseil d'Administration ;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016105509/1004/20.

Cinimalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 124.648.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le *6 juin 2016* à 16.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2015
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109864/788/17.

Sogin, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 24.407.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *7 juin 2016* à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109865/534/15.

Eribert, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 113.344.

Les actionnaires de la Société sont invités à participer à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

des actionnaires de la Société qui se tiendra en date du *27 mai 2016* à 17.00 heures au siège social de la Société en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- présentation et approbation du rapport établi par l'Administrateur Unique de la Société concernant notamment les comptes annuels de la Société au 31/12/2015;
- présentation et approbation du rapport établi par le commissaire de la Société concernant les comptes annuels de la Société au 31/12/2015;
- présentation et approbation des comptes annuels de la Société au 31/12/2015;
- affectation du résultat ;
- décharge à donner à l'Administrateur Unique de la Société et au commissaire de la Société pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice social clos au 31/12/2015;
- nomination de deux nouveaux administrateurs de la Société ;
- pouvoirs à donner ;
- divers.

Mme Claude Tassin, administrateur

Référence de publication: 2016102901/23.

Nerthus Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 124.740.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *6 juin 2016* à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109866/534/16.

Eves S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 24.657.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *7 juin 2016* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109867/534/16.

Cosmopar S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 41.747.

Les actionnaires de la société Cosmopar S.A. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra au siège social de la société, à L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon, le *30 mai 2016* à 14.30 heures au siège social de la société pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Décision de poursuivre l'activité de la société et renonciation à la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
2. Annulation des titres représentatifs d'actions au porteur non déposés auprès d'un depositaire dans le délai légal, conformément au paragraphe 5 de l'article 6 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.
3. Réduction de capital pour le porter à 0 euro par annulation de toutes les actions restantes en compensation de pertes, sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ultérieure.
4. Augmentation du capital pour le porter de son montant de 0 euro à 31.000 euro par apport en espèces et par la création de 310 nouvelles actions nominatives sans désignation de valeur nominale.
5. Adoption de la forme nominative des actions et adaptation afférente de l'article 4 des statuts.
6. Modification des statuts pour permettre l'existence d'un actionnaire unique et d'un administrateur unique
7. Décharge accordée aux administrateurs démissionnaires et nomination de M. Tom De Geetere en tant qu'administrateur unique.

8. Démission du commissaire aux comptes en fonction et nomination d'un commissaire au compte en remplacement, M. Reiner VAN TILBORG.
9. Divers.

COSMOPAR S.A.

Référence de publication: 2016104597/553/28.

Total Marine Solutions S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 133.064.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 27 mai 2016 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2015
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016105506/788/16.

SACEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 64, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 11.984.

Les actionnaires sont invités à prendre part à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE PROROGEE

suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2016, qui se tiendra au siège social de la société le jeudi, 26 mai 2016 à 16:00 heures précises, pour y délibérer et voter sur l'ordre du jour ci-après:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2015;
2. Adoption des comptes annuels;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2016107316/16.

Nordic Fund Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 205.882.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of April.

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

New Cap Holding A/S, a public limited company incorporated under the laws of the Kingdom of Denmark with registered office at Bredgade 30, 1260 Copenhagen, Denmark, registered with the Danish Business Authority under number 13255342, here duly represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, having his professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Copenhagen on 13th April 2016.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it wishes to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Nordic Fund Services" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. Purpose.

3.1 The main corporate object is, in accordance with Chapter 15 of the amended law of December 17, 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), which has implemented into Luxembourg law Directive 2009/65/EC of 13 July 2009, as amended (the "UCITS Directive"), the management, administration, and marketing of undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) authorised by the UCITS Directive, as well as of other undertakings for collective investment which are not covered by the UCITS Directive and for which the Company is subject to prudential supervision but the units of which cannot be marketed in other EU member states under the UCITS Directive.

The Company may take participations in companies having a same or similar corporate object in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In general, the Company may carry out all transactions associated directly or indirectly or deemed useful and necessary to the accomplishment or the development of its purpose always, remaining within the limits set for in Chapter 15 of the 2010 Law and any amending laws.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Register of shares - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 Issued share capital

5.1.1 The Company's issued share capital is set at one million euros (EUR 1,000,000), consisting of one thousand (1,000) shares having a par value of one thousand euros (EUR 1,000) each.

5.1.2 Under the terms and conditions provided by law and besides the authorisation granted to the board of directors in Article 5.2 of these articles of incorporation ("Authorised Share Capital"), the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s) except as otherwise provided below within the frame of the Authorised Share Capital. In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, subject to the terms and conditions provided by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.4 Under the terms and conditions provided by the Law of 1915, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.2 Authorised Share Capital

5.2.1 The Company's Authorised Share Capital, including the issued share capital, is fixed at one million five hundred thousand euros (EUR 1,500,000), consisting of one thousand five hundred (1,500) shares having a par value of one thousand euros (EUR 1,000) per share.

5.2.2 During a period of time of five (5) years from the date of publication of these articles of incorporation or, as the case may be, of the resolution to renew, to increase or to reduce the Authorised Share Capital pursuant to this Article 5.2,

in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the board of directors be and is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares, within the limit of the Authorised Share Capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued.

5.2.3 This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation, each time for a period not exceeding five (5) years.

5.2.4 The Company's Authorised Share Capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by law, repurchase or redeem its own shares.

6.6 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

6.7 Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

Art. 7. Register of shares.

7.1 A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to Article 8.4 of these articles of incorporation as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

7.3 The board of directors may delegate, under its responsibility, to any director, manager, officer or other duly authorised agent, the power to accept subscriptions for new shares and to deliver them.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed either by the chairman of the board of directors, or by any two directors, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The shares are freely transferable, subject to the terms and conditions of the law.

8.4 Any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which any director may record such transfer in the register of shares.

8.5 The Company, through any of its directors, may also accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of incorporation is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by applicable law and by these articles of incorporation.

Art. 10. Convening the general meeting of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors, upon request in writing indicating the agenda, addressed to the board of directors by one or several shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the board of directors in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

10.3 An annual general meeting of shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting, on the fourth Thursday of April each year at 11 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day. The board of directors must convene the annual general meeting of shareholders within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.4 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.5 One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.6 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum

No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by applicable law or by these articles of incorporation.

11.4 Vote

11.4.1 Each share entitles to one (1) vote, subject to the provisions of the applicable law.

11.4.2 Unless otherwise required by applicable law or by these articles of incorporation, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

11.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.6 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, videoconference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.7 Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.8 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of incorporation. Subject to the terms and conditions provided by applicable law, these articles of incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted with a majority of two-thirds of the votes validly cast at a meeting where at least half of the Company's issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed with a majority of two-thirds of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 13. Adjourning general meetings of shareholders. Subject to the terms and conditions of the law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of incorporation, to four (4) weeks. The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 14. Minutes of general meetings of shareholders.

14.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

14.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

14.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two directors.

D. Management

Art. 15. Powers of the board of directors.

15.1 The Company shall be managed by the board of directors, who need not to be shareholders.

15.2 The board of directors is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders.

15.3 In accordance with Article 60 of the Law of 1915, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several members of the board of directors or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

15.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as agent of the Company.

Art. 16. Composition of the board of directors.

16.1 The board of directors is composed of at least three (3) members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

16.2 The board of directors must choose from among its members a chairman of the board of directors. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of directors.

Art. 17. Election and removal of directors and term of the office.

17.1 Directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

17.2 If a legal entity is elected director of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director and may not be a director at the same time.

17.3 Any director may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

17.4 The term of the office of a director may not exceed six (6) years and any director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any director may also be re-elected for successive terms.

Art. 18. Vacancy in the office of a director.

18.1 If a vacancy in the office of a member of the board of directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

Art. 19. Convening meetings of the board of directors.

19.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman or by any two (2) directors at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph, and at least four (4) times a year.

19.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each director in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of directors are present or represented at a meeting of the board of directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of incorporation.

Art. 20. Conduct of meetings of the board of directors.

20.1 The chairman of the board of directors shall preside all meetings of the board of directors. In his/her/its absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore.

20.2 Quorum

The board of directors can act and deliberate validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of directors.

20.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the board of directors. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

20.4 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing any other director as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any director may represent one or several of his/her/its colleagues.

20.5 Any director who participates in a meeting of the board of directors by conference-call, videoconference or by any other means of communication which allow such director's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of directors held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

20.6 The board of directors may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of directors duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all directors on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

20.7 Save as otherwise provided by law, any director who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item.

Art. 21. Minutes of meetings of the board of directors.

21.1 The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall draw minutes of any meeting of the board of directors, which shall be signed by the chairman and/or by the secretary, as the case may be or by any two (2) directors.

21.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two directors.

Art. 22. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by (i) the joint signatures of any two or (ii) by the joint or sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the board of directors. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation.

Art. 23. Powers of the Conducting Officers.

23.1 The board of directors of the Company shall appoint at least two persons with the prior agreement of the CSSF, who will effectively conduct the business of the Company in accordance with article 102 (1) c) of the 2010 Law (the "Conducting Officers").

23.2 The Conducting Officers will form a management committee. The members of this committee will work together in close partnership to take all actions falling within the scope of their responsibilities, among others:

- the implementation of strategies and guiding principles for central administration and internal governance;
- the implementation of adequate internal control mechanisms;
- ensuring that the Company has the technical infrastructure and human resources necessary for performing its activity;
- for each UCITS that the Company manages, the implementation of the general investment policy;

- supervising, the adoption of investment strategies for each UCITS that the Company manages;
- adopting, and reviewing regularly the risk management policy; and
- the implementation and follow-up of the marketing policy and the distribution network of the UCITS/UCIs managed by the Company.

23.3 The Conducting Officers act under the ultimate responsibility of the board of directors.

E. Financial year - Accounting - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 25. Accounting. Within the time periods required by law, the financial statements of the Company shall be prepared and audited in accordance with the provisions of Lux GAAP, the 1915 Law and the 2010 Law.

Art. 26. Profits.

26.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

26.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

26.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the issued share capital.

26.4 Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of incorporation.

Art. 27. Interim dividends - Share premium.

27.1 Under the terms and conditions provided by law, the board of directors may proceed to the payment of interim dividends.

27.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the director(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Art. 28. External audit.

28.1. The audit of the annual accounting documents of the Company shall be entrusted to one or more approved statutory auditors (réviseur d'entreprise agréé) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the applicable law.

28.2. The approved statutory auditor shall be appointed by resolution of the general meeting of Shareholders and continue to carry out its duties until its successor is appointed.

F. Liquidation

Art. 29. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

G. Governing law

Art. 30. Governing law. These articles of incorporation shall be construed and interpreted under and shall be governed by the Law of 1915. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on December 31, 2016.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2017.

3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The sole shareholder has subscribed the shares to be issued as follows:

New Cap Holding A/S, aforementioned, paid one million euros (EUR 1,000,000) in subscription for one thousand (1,000) shares.

All the shares have been entirely paid-up in cash, so that the amount of one million euros (EUR 1,000,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Declaration

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be 2,600.-euro.

General meeting of shareholders

The incorporating shareholder, representing the Company's entire issued share capital and considering the general meeting of shareholders as duly convened, has immediately proceeded to a general meeting of shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, the general meeting of shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of members of the board of directors is fixed at three (3) and the number of independent auditor at one (1).

2. The following persons are appointed as members of the board of directors of the Company:

a) Mr. Peter Reedtz, partner at Asset Allocation Institutet, born in Kolding, Denmark on April 21, 1956, residing professionally at Ehlersvej 7, 2900 Hellerup, Copenhagen, Denmark;

b) Mr. Johan Wagman, CEO of Monyx Financial Group AB, born in Farsta, Stockholm, Sweden on January 18, 1968, residing professionally at Strandvagen 5B, 102 16 Stockholm, Sweden; and

c) Mr. Emil Westgren, chief financial officer at Monyx Financial Group AB, born in Lund, Sweden on February 14, 1976, residing professionally at Strandvagen 5B, 102 16 Stockholm, Sweden.

3. The external independent auditor of the Company shall be KPMG Luxembourg, a société coopérative de droit luxembourgeois, having its registered office at 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B149133.

4. The term of the office of the members of the board of directors and of the external independent auditor shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year ending December 31, 2016 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, may determine.

5. The address of the Company's registered office is set at 26-28 Rue Edward Steichen, 2nd Floor, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Petange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, the proxy-holder signed, together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-neuvième jour d'avril.

Par-devant le soussigné Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

New Cap Holding A/S, une société anonyme constituée en vertu des lois du Royaume du Danemark avec son siège social à Bredgade 30, 1260 Copenhague, Danemark, enregistré auprès de l'Autorité des affaires danoise sous le numéro 13255342, dûment représentée par Mme Sofia Afonso-da Chao Conde, ayant son adresse professionnelle à 13, route de Luxembourg, Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Copenhague le 13 avril 2016.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire de dresser l'acte d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre les propriétaires actuels des actions et/ou toute personne qui sera un actionnaire dans le futur, une société dans la forme d'une société anonyme sous la dénomination "Nordic Fund Services" (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet principal, en conformité avec le chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée, (la "Loi de 2010"), qui transpose en droit luxembourgeois la directive européenne 2009/65/CE du 13 juillet 2009, telle que modifiée, (la "Directive OPCVM"), la gestion, l'administration, et la commercialisation d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) agréés sous la Directive OPCVM, ainsi que d'autres organismes de placement collectif qui ne sont pas repris dans le champ d'application de la Directive OPCVM et pour lesquels la Société est soumise à une surveillance prudentielle mais dont les parts ne peuvent être commercialisées dans d'autres Etats Membres de l'UE en vertu de la Directive OPCVM.

La Société peut prendre des participations dans des sociétés ayant un objet social identique ou similaire au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

D'une manière générale, la Société peut accomplir toute transaction directement ou indirectement en rapport avec son objet ou qui semble utile et nécessaire à la réalisation ou au développement de son objet, dans le constant respect des limites prévues déterminées au chapitre 15 de la Loi de 2010, telle que modifiée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil d'administration.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Actions - Registre des actions - Propriété et transfert des actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Capital social émis

5.1.1 La Société a un capital social émis d'un million d'euros (EUR 1.000.000,-), représenté par mille (1.000) actions ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

5.1.2 Aux conditions et termes prévus par la loi et nonobstant l'autorisation donnée au conseil d'administration à l'article 5.2 des présents statuts ("Capital social autorisé"), le capital social émis de la Société pourra être augmenté par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.3 Toutes nouvelles actions à payer en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires/à l'actionnaire existant (s), sauf s'il est prévu autrement dans le cadre du capital autorisé ci-dessous. Dans le cas où plusieurs actionnaires existent, ces actions seront offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux actionnaires annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, aux conditions requises par la loi modifiée du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales (la "Loi de 1915"), l'assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer (i) soit sur une augmentation du capital social émis de la Société, (ii) soit sur l'autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital social émis de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) ou autoriser le conseil d'administration à le faire. Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.4 Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915, le capital social émis de la Société pourra être diminué par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires qui devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.2 Capital social autorisé

5.2.1 Le capital autorisé de la Société, y compris le capital social émis, est fixé à un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-), représenté par mille cinq cent (1.500) actions ayant une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

5.2.2 Durant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler, d'augmenter ou de diminuer le capital social autorisé conformément au présent article 5.2, le conseil d'administration est autorisé par les présentes à émettre des actions, à accorder des options de souscription des actions et d'émettre tout autre titre convertible en actions, dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission en supprimant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) de souscrire les nouvelles actions à émettre.

5.2.3 Cette autorisation pourra être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

5.2.4 Le capital social autorisé de la Société pourra être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.3 Le droit d'un actionnaire dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre d'actions qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout actionnaire ou l'actionnaire unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra, aux conditions et termes prévus par la loi, racheter ou retirer ses propres actions.

6.6 Les actions de la Société sont émises sous forme nominative et ne peuvent être converties en actions au porteur.

6.7 Les fractions d'actions auront les mêmes droits que les actions entières sur une base proportionnelle, étant entendu qu'une ou plusieurs actions ne pourront voter que si le nombre des fractions d'actions peut être réuni en une ou plusieurs actions. Dans le cas où des fractions d'actions ne pourront pas être réunies en une action entière, de telles fractions d'actions ne pourront pas voter.

Art. 7. Registre des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque actionnaire, sa résidence, son siège social ou principal, le nombre d'actions qu'il détient, l'indication des sommes payées pour ces actions, tout transfert les concernant, les dates de ceux-ci selon l'article 8.4 des présents statuts, ainsi que toutes garanties accordées sur ces actions.

7.2 Chaque actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'actionnaire qu'elle a reçue.

7.3 Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, à tout administrateur, gérant, directeur, gérant, dirigeant ou tout autre agent dûment autorisé, le pouvoir d'accepter les souscriptions pour de nouvelles Actions et de les leur délivrer.

Art. 8. Propriété et transfert d'actions.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des actions peut être apportée par l'enregistrement d'un actionnaire dans le registre des actions. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés soit par le président du conseil d'administration, soit par deux administrateurs. sur requête et aux frais de l'actionnaire en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les actions sont librement cessibles, sous réserve des conditions et termes prévus par la loi.

8.4 Toute cession d'action sera opposable à la Société et aux tiers soit par l'enregistrement d'une déclaration de cession dans le registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, soit sur notification de la cession à la Société, ou par l'acceptation de la cession par la Société, conformément auxquelles tout administrateur peut enregistrer la cession dans le registre des actions.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses administrateurs, peut aussi accepter et entrer dans le registre des actions toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

9.1 Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des actionnaires, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul actionnaire, cet actionnaire exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas et lorsque le terme "actionnaire unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des actionnaires" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à "l'actionnaire unique".

9.3 L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des actionnaires.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée, selon le cas, par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée, selon le cas, par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société en fait la demande écrite auprès du conseil d'administration ou du/ des commissaire(s) aux comptes, en indiquant l'ordre du jour. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires doit être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes afin d'être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.3 Une assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée, le quatrième jeudi du mois d'avril à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue le jour ouvrable suivant. Le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.4 L'avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.5 Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société peuvent requérir du conseil d'administration l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Ces demandes doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq (5) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.6 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des actionnaires.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des actionnaires.

11.3 Quorum

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée générale des actionnaires agisse et délibère valablement, sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts.

11.4 Vote

11.4.1 Chaque action donne droit à un (1) vote, sous réserve des dispositions de la loi.

11.4.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les décisions d'une assemblée générale des actionnaires valablement convoquée seront adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

11.5 Un actionnaire peut agir à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

11.6 Tout actionnaire qui prend part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.7 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se réfèrent.

11.8 Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social émis de la Société est présente ou représentée au premier vote. Au second vote, la décision sera adoptée à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés lors de l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Art. 13. Report des assemblées générales des actionnaires. Sous réserve des termes et conditions de la loi, le conseil d'administration peut reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée jusqu'à quatre (4) semaines, y compris toute assemblée générale des actionnaires convoquée pour décider d'une modification des statuts. Le conseil d'administration doit reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée si cela est demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social émis de la Société. Par un tel report d'une assemblée générale des actionnaires déjà engagée, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

Art. 14. Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires.

14.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout actionnaire qui en fait la demande.

14.2 De même, l'actionnaire unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

14.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs-

D. Le conseil d'administration

Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration.

15.1 La Société sera administrée par le conseil d'administration dont les membres ne doivent pas nécessairement être des actionnaires.

15.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toutes actions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale des actionnaires.

15.3 Conformément à l'article 60 de la Loi de 1915, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs ou à toute autre personne, actionnaire ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement. Le conseil d'administration détermine la désignation, les conditions de retrait et l'étendue des pouvoirs attachées à ces délégations de pouvoir.

15.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 16. Composition du conseil d'administration.

16.1 Le conseil d'administration est composé d'au moins trois (3) membres, qu'ils soient ou non actionnaires, qui sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période ne pouvant excéder six ans. Cette assemblée peut à tout moment les démettre.

16.2 Le conseil d'administration doit choisir un président du conseil d'administration parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni actionnaire ni membre du conseil d'administration.

Art. 17. Election et révocation des administrateurs et terme du mandat.

17.1 Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

17.2 Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner une personne physique comme représentant permanent, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) administrateur et ne peut pas en même temps être lui-même administrateur.

17.3 Tout administrateur peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des actionnaires.

17.4 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) années et tout administrateur exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout administrateur peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 18. Vacance dans le mandat d'un administrateur.

18.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur devient vacant à la suite d'un décès, d'une incapacité juridique, d'une faillite, d'une retraite ou autre, cette vacance peut être provisoirement comblée par les administrateurs restant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se prononcera sur une nomination permanente, si cela apparaît approprié.

Art. 19. Convocation des réunions du conseil d'administration.

19.1 Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa, et au moins quatre (4) fois par an.

19.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil d'administration doit être donné à tous les administrateurs par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 20. Conduite des réunions du conseil d'administration.

20.1 Le président du conseil d'administration préside à toutes les réunions du conseil d'administration.

En son absence, le conseil d'administration peut provisoirement élire un autre administrateur comme président temporaire.

20.2 Quorum

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

20.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion du conseil d'administration. Le président de la réunion a une voix prépondérante.

20.4 Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre administrateur comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

20.5 Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

20.6 Le conseil d'administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

20.7 Sauf si la loi en dispose autrement, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil d'administration qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration. Cet administrateur ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Tout conflit d'intérêts de ce type doit être rapporté à l'assemblée générale des actionnaires suivante, avant que toute décision concernant tout autre point ne soit prise.

Art. 21. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration, qui est signé par le président et/ou par le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) administrateurs.

21.2 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président, ou par au moins deux (2) administrateurs.

Art. 22. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par (i) la signature conjointe de deux administrateurs ou (ii) par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué agissant seule ou conjointement conformément aux règles d'une telle délégation.

Art. 23. Pouvoirs des Dirigeants.

23.1 Le conseil d'administration de la Société désigne, avec l'accord préalable de la CSSF au minimum deux personnes qui dirigeront de manière effective les affaires de la Société, en conformité avec l'article 102 (1) c) de la loi de 2010 (les "Dirigeants").

23.2 Les Dirigeants forment un comité de gestion. Les membres de ce comité travaillent en étroite collaboration pour toutes les mesures entrant dans le champ de leurs responsabilités, notamment:

- mettre en place de stratégies et de lignes guides pour l'administration centrale et la gouvernance interne;
- mettre en place de mécanismes de contrôle interne appropriés;
- s'assurer que la Société possède l'infrastructure technique et les ressources humaines nécessaires à la poursuite de son activité;
- pour chaque OPCVM géré par la Société, la mettre en place d'une politique générale d'investissement;
- superviser l'adoption de stratégies d'investissement pour chaque OPCVM que la Société gère;
- adopter et revoir régulièrement la politique de gestion des risques; et
- mettre en place et le suivi de la politique de commercialisation et du réseau de distribution des OPCVM/OPC gérés par la Société.

23.3 Les Dirigeants agissent sous la responsabilité finale du conseil d'administration.

E. Exercice - Comptabilité - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 24. Exercice. L'exercice de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 25. Comptabilité. Dans le respect des délais légaux, les bilans financiers de la Société doivent être établis et soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprises agréé conformément aux prescriptions des règles GAAP luxembourgeoises, la Loi de 1915 et la Loi de 2010.

Art. 26. Bénéfices.

26.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

26.2 Les sommes allouées à la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire accepte cette affectation.

26.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social émis.

26.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, et sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 27. Dividendes provisoires - Prime d'émission.

27.1 Aux conditions et termes prévus par la loi, le conseil d'administration pourra procéder à la distribution de bénéfices provisoires.

27.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux actionnaires par une résolution des actionnaires/ de l'actionnaire ou des administrateurs/de l'administrateur, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

Art. 28. Audit externe.

28.1 L'audit des documents comptables annuels de la Société est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés répondant à toutes les exigences d'expérience professionnelle requises par la loi luxembourgeoise qui effectueront les missions prescrites par le droit applicable.

28.2 Le réviseur d'entreprises agréé est nommé sur décision de l'assemblée générale des actionnaires et poursuit l'exécution de ses missions jusqu'à la nomination de son successeur.

F. Liquidation.

Art. 29. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

G. Loi applicable

Art. 30. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi de 1915 et à celles de la Loi de 2010, telles que ces lois ont été ou seront modifiées de temps à autre.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2017.
- 3) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice de la Société.

Souscription et Paiement

L'actionnaire unique a souscrit les actions qui seront émises comme suit:

New Cap Holding A/S, susnommée, a payé un million d'euros (EUR 1.000.000,-) pour une souscription de mille (1.000) actions.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de un million d'euros (EUR 1.000.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi de 1915 telle que modifiée et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ 2.600,- euros.

Assemblée générale des actionnaires

L'actionnaire constituant, représentant l'intégralité du capital émis de la Société et considérant que l'assemblée générale des actionnaires a été dûment convoquée, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale des actionnaires. Après avoir vérifié que l'assemblée est valablement constituée, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité par l'assemblée générale des actionnaires.

1. Le nombre de membres au conseil d'administration a été fixé à trois (3) et le nombre de réviseur d'entreprises indépendant à un (1).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société:

a) M. Peter Reedtz, partner at Asset Allocation Instituttet, né à Kolding, Danemark le 21 avril 1956, résidant professionnellement à Ehlersvej 7, 2900 Hellerup, Copenhagen, Danemark;

b) M. Johan Wagman, CEO chez Monyx Financial Group AB né à Farsta, Stockholm, Suède le 18/ janvier 1968, résidant professionnellement à Strandvagen 5B, 102 16 Stockholm, Suède; et

c) M. Emil Westgren, chief financial officer chez Monyx Financial Group AB, né à Lund, Suède le 14 février 1976, résidant professionnellement à Strandvagen 5B, 102 16 Stockholm, Suède.

3. Le réviseur d'entreprise agréé de la Société est KPMG Luxembourg, une société coopérative de droit luxembourgeois ayant son siège social à 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B149133.

4. Le mandat des administrateurs et du réviseur se termine à la date à laquelle l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique, selon le cas, décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2016 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, selon le cas.

5. L'adresse du siège social de la Société est fixée à 26-28 Rue Edward Steichen, 2nd Floor, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Petange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant de la comparante, le représentant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 avril 2016. Relation: EAC/2016/9814. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016105176/778.

(160076385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Barclays Alternatives, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 175.713.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of April,
before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the “Meeting”) of BARCLAYS ALTERNATIVES (hereafter referred to as the “Company”), a société anonyme qualifying as an investment company with variable share capital under the form of a specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisée) subject to the provisions of the law of 13 February 2007 on specialized investment funds, as amended, having its registered office at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 19th February 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 661 on 19th March 2013 and registered at the Luxembourg Trade and Companies’ Registrar under number B175.713.

The articles of incorporation of the Company were amended for the last time by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 6th October 2014, published in the Mémorial C number C 3435 on 18 November 2014.

The Meeting was opened with Debra Adams, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Emanuele Graziani, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Celine Marmier, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the “Bureau”) having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. To resolve on the dissolution and liquidation of the Company to be effective on the date of the meeting;
2. To appoint BDO Tax & Accounting, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, represented by Mr. Pierre Lentz and Mr. Reno Maurizio Tonelli, as liquidator and to determine the liquidator's powers and remuneration; and
3. To appoint PricewaterhouseCoopers société cooperative as auditors to the liquidation of the Company.

II. The extraordinary general meeting convened on 23 February 2016 could not validly deliberate on the agenda due to a lack of quorum, and this Meeting was reconvened by notices containing the agenda published in the Mémorial, the Luxemburger Wort and in the Tageblatt on 24 February 2016 and 11 March 2016.

III. The shareholders present or represented at the Meeting, the number of shares held by each of them and the proxies of the represented shareholders are shown on an attendance list; which was signed by the members of the Bureau and the undersigned notary. The attendance list will remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

IV. The items on the agenda of this Meeting do not require any quorum. The resolution on the first item of the agenda will be validly taken if approved by two-thirds or more of the votes cast at the Meeting. The resolution on the second and third items of the agenda will be validly taken if approved by a simple majority of the votes cast.

V. As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting takes the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The Meeting resolves to dissolve the Company and put the Company in liquidation, effective on the date of the Meeting.

Second resolution

The Meeting resolves to appoint BDO Tax & Accounting, having their registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, represented by Mr. Pierre Lentz and Mr. Reno Maurizio Tonelli, as liquidator of the Company.

The liquidator is granted the most general powers provided for by articles 144 and following of the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”).

The liquidator may execute acts and operation specified in article 145 of the Law without any special authorisation of the general meeting of shareholders.

The liquidator is entitled to relieve the registrar of the office of mortgages of the charge to register liens and preferential rights; renounce all rights in rem, preferential rights, privileges, mortgages and cancellation clauses, consent release and clearance, with or without payment, of all preferential rights and mortgages, transcriptions, attachments, seizures or other encumbrances.

The liquidator is not required to draw up any inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator is authorised, under its responsibility, to delegate certain determined functions on the conditions and for the duration it determines appropriate.

The liquidator shall be entitled to remuneration in accordance with market practice applicable to services rendered by chartered accountants.

Third resolution

The Meeting resolves to appoint PricewaterhouseCoopers société cooperative, having their registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, as auditors to the liquidation of the Company.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, this deed is worded in English only.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé : D. ADAMS, E. GRAZIANI, C. MARMIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 8 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11461. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016096649/74.

(160067027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Asia Real, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 1. Mai 2016 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 1. Mai 2016.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2016105928/10.

(160077433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2016.

DIAM UCITS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 206.032.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen,

on the tenth day of the month of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

“Carne Global Fund Managers (Luxembourg) S.A.”, a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office at 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mr Julien Marx, employee, professionally residing at 6B, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, on 02 May 2016.

Said proxy given, after been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. Formation. There exists a corporation of the form of a société anonyme under the name “DIAM UCITS FUND”, qualifying as a société d’investissement à capital variable (SICAV) (hereafter referred to as the Fund).

Art. 2. Life. The Fund is established for an undetermined duration from the date of incorporation. The Fund may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

Art. 3. Object. The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it in transferable securities of any kind, units or shares of other open-ended undertakings for collective investment and other liquid financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (hereinafter the "Law of 2010"). The Fund is authorised to delegate to third parties one or several of its functions.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Fund is established in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors (the “Board of Directors”).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of those abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital. The capital of the Fund shall be represented by shares of no par value and shall at all times be equal to the value of the net assets of the Fund as determined in accordance with article 17 hereof.

The minimum capital of the Fund shall be the equivalent in United States Dollar (USD) of one million two hundred and fifty thousand euro (1.250.000,- EUR) and must be reached within six months of the authorization of the Fund.

The Board of Directors is authorised without limitation to allot and issue fully paid registered shares and fractions thereof up to three decimal places, at any time, based on the net asset value ("Net Asset Value") per share of the respective sub-fund determined in accordance with article 17 hereof, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Fund or to any other duly authorised person the duties of accepting subscriptions for, receiving payment for and delivering such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different compartments (“Sub-Funds”) which may be denominated in different currencies. The proceeds of the issue of the shares of each Sub-Fund (after the deduction of any initial or other charge, such as, but not limited to a dilution levy, and notional dealing costs which may be charged to them from time to time) shall be invested in accordance with the objectives set out in article 3 hereof in securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

Shares may be divided into classes (a “Class”) which may differ in respect of particular features such as specific currencies, specific fees structures, hedging policies, distribution policies, categories of investors or any other specificity applicable to each Class separately as the Board of Directors may decide. The Board of Directors may further decide to issue within the same Sub-Fund for a Class of shares two Categories of shares (a “Category”) where one Category is represented by accumulating shares ("Accumulating shares") which shall not entitle to any dividend payments and the second Category is represented by distributing shares ("Distributing shares") which shall entitle to dividend payments. The Board of Directors may decide if and from what date shares of any such Class and Category shall be offered for sale, those shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

If within a Sub-Fund different Categories/Classes of shares have been issued, the Board of Directors may decide that the shares of one Category/Class be converted into shares of another Category/Class of the same Sub-Fund at the time where the specifications applicable to the shares of a given Category/Class are no more applicable to such a Category/Class. Such conversion shall be carried out without costs for the shareholders, based on the applicable net values. Any shareholder of the relevant Category/Class shall have the possibility to request for redemption of his shares without any cost for a period of one month before the effective date of conversion.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall in the case a Sub-Fund is not denominated in USD, be notionally converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

The Fund shall prepare consolidated accounts in USD.

All references to Fund in these Articles of Incorporation shall comprise, where relevant, references to Sub-Funds, Classes and/or Categories.

If payment made by any subscriber results in the issue of a fraction of a share, such fraction shall be entered into the register of shareholders. Fractions of shares shall not carry a vote but shall, to the extent the Fund shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend or of any other distribution.

Share certificates will not be issued.

The Board of Directors may further decide at its discretion to issue additional shares by dividing the Net Asset Value determined in accordance with article 17 hereof by 100. The additional shares to be so issued shall be allotted as fully paid up shares by the Board of Directors solely to the holders of shares then in issue and outstanding. Fractions of such shares may be issued.

Art. 6. Restrictions. In the interest of the Fund, the Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any physical person or legal entity if, for any reason, the Board of Directors deems that such ownership may be detrimental to the Fund. In particular, but not limited to, the Board of Directors will not, directly or indirectly, offer or sell shares to or for the benefit of a US person as defined in the Fund's Prospectus.

Any shareholder whose holding of shares is deemed detrimental to the Fund, for any reason, may be compulsorily redeemed by the Board of Directors, at the Net Asset Value per Share prevailing on the relevant Valuation Day.

Art. 7. Meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of this Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Niedernaven at the registered office of the Fund, or at such other place in the municipality of Niedernaven as may be specified in the notice of meeting on the last Luxembourg business day in June at 2 p.m. local time. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

All meetings shall be convened in the manner provided for by Luxembourg law.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder and who may be a Director of the Fund) as his proxy, which proxy shall be in writing or in the form of a telefax or similar communication.

Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions of participation in meetings of shareholders.

Special meetings of the holders of shares of any one Sub-Fund, Class or Category or of several Sub-Funds, Classes or Categories may be convened by the Board of Directors to decide on any matters relating to such one or more Sub-Funds, Classes or Categories and/or to a variation of their rights.

As and when the share capital is divided into different Classes and Categories of shares, the rights attached to the shares of any Class or Category (unless otherwise provided by the terms of issue of the shares of that Class or Category) may, whether or not the Fund is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the shares of that Class or Category by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate meeting the provisions of these Articles of Incorporation relating to general meetings shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the shares of the Class or Category in question present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued shares of that Class or Category (or, if at any adjourned Class or Category meeting of such holders a quorum as defined above is not present, any one person present holding shares of the Class or Category in question or his proxy shall be a quorum).

Art. 8. Board of Directors. The Fund shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Fund.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 9. Chairman. The Board of Directors shall choose from among its members a Chairman, and may choose from among its members one or more Vice-Chairmen. It may also choose a secretary who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman at the place indicated in the notice of meeting. Any Director may request the Chairman to call a meeting of the Board of Directors.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Fund, including a general manager, and any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Fund, who need not to be Directors or shareholders of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the power and duties given them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of urgency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by telefax or similar communication from each Director. Separate notices shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as proxy, which appointment shall be in writing or in form of a telefax or similar communication. Directors may also cast their vote in writing or by telefax message. Any Director may also participate in the Board of Directors meeting by video conference or any other telecommunication means allowing for his identification and effective participation in the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tie the Chairman shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

Art. 10. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two Directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two Directors or by the secretary or an assistant secretary.

Art. 11. Powers. The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Fund's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors is authorized to determine the Fund's investment policy in compliance with the relevant legal provisions and the object set out in article 3 hereof.

The investments of the Fund may be made either directly or indirectly through subsidiaries as the Board of Directors may from time to time determine.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

(a) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State; and/or

(b) transferable securities and money market instruments dealt in on another market that is regulated, operating regularly, recognised and open to the public (a "Regulated Market") in an Eligible State; and/or

(c) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or Regulated Market in an Eligible State, and that such admission is achieved within a year of the issue.

For this purpose an "Eligible State" shall mean any member State of the Organisation for the Economic Cooperation and Development ("OECD") and any other country of Europe, North or South America, Asia, Australia, New-Zealand and Africa.

(d) money market instruments other than those dealt in on a Regulated Market.

(e) units of undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the net assets of the undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated can according to their constitutional documents be invested in aggregate in units of other undertakings for collective investment.

A Sub-Fund can, under the conditions provided for in article 181 paragraph 8 of the Law of 2010, as may be amended, invest in the shares issued by one or several other Sub-Funds of the Fund.

The Fund can also decide, under the conditions provided for in Chapter 9 of the Law of 2010, as may be amended, that a Sub-Fund ("Feeder") may invest at least 85% of its assets in units or shares of another UCITS ("Master") authorised according to Directive 2009/65/EC (or a Portfolio of such UCITS).

(f) deposits with credit institutions.

(g) financial derivative instruments.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, another member State of the OECD, by a G20 member country, Hong Kong and Singapore or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

The Fund is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 12. Invalidity. No contract or other transaction between the Fund and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Fund is interested in, or is a Director, associate, officer or an employee of such other corporation or entity, provided, however, that the Fund shall not knowingly purchase or sell portfolio investments from or to any of its officers or Directors, or to any entity in which such officers or Directors hold 10% or more of the issued shares.

Art. 13. Indemnity. The Fund may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Fund or, at its request, of any other fund of which the Fund is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 14. Delegation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors. The Board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

The Board of Directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Fund to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the «Management Company»).

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf one or more of its functions as hereabove mentioned.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 15. Signatures. The Fund will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any duly authorized Director or officer of the Fund or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 16. Redemption and conversion of shares. As is more specifically described herein below, the Fund has the power to redeem own outstanding fully paid shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

A shareholder of the Fund may at any time irrevocably request the Fund to redeem all or any part of his shares of the Fund. In the event of such request, the Fund shall redeem such shares subject to the limitations set forth by law limiting such repurchase and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to article 17 hereof. Shares of the capital stock of the Fund redeemed by the Fund shall be cancelled.

The Board of Directors may determine and disclose in the Fund's prospectus that a shareholder needs to maintain a minimum holding amount in a Class or Category. Where processing an application for the redemption of shares would result in the relevant shareholder's holding in a particular Class or Category falling below the minimum holding requirement for that Class or Category as stipulated in the prospectus, the Fund may, without further notice to the shareholder concerned, treat such redemption application as though it were an application for the redemption of all shares of that Class or Category held by the shareholder in question.

The shareholder will be paid a price per share equal to the Net Asset Value as determined in accordance with the provisions of article 17 hereof less a redemption commission or other charge, such as, but not limited to, a dilution levy, which shall be determined from time to time by the Board of Directors.

The relevant Net Asset Value shall be the Net Asset Value determined on the Valuation Date next following the date of receipt of the redemption application, or if such date is a Valuation Date, the Net Asset Value determined on the Valuation Date next following such date.

Payment to a shareholder under this article will ordinarily be made in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or of the relevant Class as the case may be and shall be dispatched within eight days after the relevant Valuation Date and after receipt of the proper documentation.

The Fund shall, if the shareholder requesting redemption so accepts, have the right to satisfy payment of redemption price in kind by allocating to such shareholder assets from the Sub-Fund equal in value to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of such assets shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders and the valuation used shall be confirmed by a report of the Fund's auditor.

Any request must be filed by such shareholder in irrevocable, written form at the registered office of the Fund in Luxembourg, or at the office of the person or entity designated by the Fund as its agent for the redemption of shares, such request to be accompanied by proper evidence of succession or assignment satisfactory to the Fund.

If the total net redemption requests received for one Sub-fund on any Valuation Date exceeds 10% of the net assets thereof, the redemption requests presented may be reduced and differed proportionally so as to reduce the number of shares redeemed on such day to 10% of the assets of the Sub-fund in question. Any redemption request thus differed will have priority over the redemption requests received on the following Valuation Date, but always subject to the limit of 10% mentioned above.

Shareholders may request at any time the conversion of all or part of their holdings into shares of another Sub-Fund Category and/or Class of shares, provided that the relevant shareholder fulfils the eligibility criteria, if any, for the Class concerned, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such reasonable charge, as it shall determine and disclose in the current prospectus.

Where processing an application for the conversion of shares would result in the relevant shareholder's holding in a particular Class or Category falling below the minimum holding requirement for that Class or Category as stipulated in the prospectus, the Fund may, without further notice to the shareholder concerned, treat such conversion application as though it were an application for the conversion of all shares of that Class or Category held by the shareholder in question.

Art. 17. Net Asset Value. The Net Asset Value of shares in the Fund shall be determined as to the shares of each Sub-Fund by the Fund from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being a Valuation Date) but so that no day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant proportion of the Sub-Fund's investment or is a market for a significant portion of the Sub-Fund's investment or is a holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of a Sub-Fund shall be a Valuation Date.

The Board of Directors is authorised to suspend temporarily the calculation of the net asset value of the assets of one or more Sub-Funds or Classes of the Fund and the value per share of such Sub-Funds or Classes, as well as the issue, redemption and conversion of the shares of these Sub-Funds or Classes, in the following cases:

- a) when any of the principal stock exchanges on which a substantial portion of the assets of one or more Sub-Funds of the Fund is quoted is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;
- b) when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of one or more Sub-Funds or Classes of the Fund is denominated is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;
- c) when any breakdown arises in the means of communication normally employed in determining the value of the assets of one or more Sub-Funds of the Fund or when for whatever reason the value of one of the Fund's investments cannot be rapidly and accurately determined;
- d) when for any reason the prices of any investments owned by the Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained;
- e) when exchange restrictions or restrictions on the transfer of capital render the execution of transactions on behalf of the Fund impossible, or when purchases or sales made on behalf of the Fund cannot be carried out at normal exchange rates;
- f) during any period when an emergency exists as a result of which a Sub-Fund is unable to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of that Sub-Fund; or it is unable to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is unable fairly to determine the value of any assets in the Sub-Fund; or
- g) when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control, responsibility and influence of the Fund prevent the Fund from disposing of the assets, or from determining the net asset value, of one or more Sub-Funds of the Fund in a normal and reasonable manner;
- h) as a consequence of any decision to liquidate or dissolve the Fund or one or several Sub-Funds or Classes;
- i) following a decision to merge a Sub-Fund or the Fund, if justified with a view to protecting the interest of shareholders;
- j) in case a Sub-Fund is a feeder of another UCITS (or a sub-fund thereof), if the net asset value calculation of the master UCITS (or the sub-fund thereof) is suspended.

Shareholders having requested the subscription, redemption or conversion of their shares shall be notified of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

During the suspension period, shareholders may cancel any subscription, redemption or conversion orders they have placed. If orders are not cancelled, shares will be issued, redeemed or converted on the basis of the first net asset value calculated after the suspension period.

In exceptional circumstances which may be detrimental to the shareholders' interests (for example large numbers of redemption, subscription or conversion requests, strong volatility on one or more markets in which the Sub-Fund(s) is (are) invested, the Board of Directors reserves the right to postpone the determination of the value of this (these) Sub-Fund(s) until the disappearance of these exceptional circumstances and if the case arises, until any essential sales of securities on behalf of the Fund have been completed.

In such cases, subscriptions, redemption requests and conversions of shares which were suspended simultaneously will be satisfied on the basis of the first Net Asset Value calculated thereafter.

The Net Asset Value of each Sub-Fund, Class and Category shall be expressed in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund or of the relevant Class and Category as the case may be, as a per share figure, and shall be determined in respect of each Valuation Date by dividing the net assets of the Fund corresponding to the relevant Sub-Fund, Class and Category, being the value of the assets of the Fund corresponding to such Sub-Fund, Class and Category less the liabilities attributable to such Sub-Fund, Class and Category, by the number of outstanding shares of the relevant Sub-Fund, Class and Category.

The valuation of the Net Asset Value of each Sub-Fund, Class and Category shall be made in the following manner:

(1) The assets of the Fund shall be deemed to include:

- (i) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);
- (iii) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights and any other investments and securities belonging to the Fund;
- (iv) all dividends and distributions due to the Fund in cash or in kind to the extent known to the Fund provided that the Fund may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;
- (v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Fund except to the extent that such interest is comprised in the principal thereof;
- (vi) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and
- (vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

(2) The value of assets of the Fund shall be determined as follows:

(i) securities admitted to official listing on a stock exchange or traded on another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public within the EEC, the OECD countries or Australia or New-Zealand are valued on the base of the last known sales price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establishing the probable sales price for such securities;

(ii) non-listed securities are valued on the base of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors or its delegate;

(iii) liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;

(iv) units or shares in other UCITS or UCIs are valued on the basis of their latest available net asset value;

(v) the liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Sub-Fund; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(vi) the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market and with remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(vii) interest rate swaps are valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve.

If the Board of Directors considers that the net asset value calculated on a given Valuation Day is not representative of the true value of the Fund's shares, or if, since the calculation of the net asset value, there have been significant fluctuations on the markets concerned, the Board of Directors may decide to actualise the net asset value on that same day. In these circumstances, all subscription, redemption and conversion requests received for that day will be handled on the basis of the actualised net asset value with care and good faith.

The Board of Directors, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

(3) The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

(i) all borrowings, bills and other amounts due;

(ii) all administrative and other expenses due or accrued including, but not limited to, the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to shareholders, translation expenses and generally any other costs expenses arising from the management, administration and marketing of the Fund and as disclosed in the Fund's prospectus;

(iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared by the Fund for which no coupons have been presented and which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Fund by prescription;

(iv) any appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions or reserves authorised and approved by the Board of Directors; and

(v) any other liabilities of the Fund of whatever kind towards third parties.

(4) The Board of Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(i) if two or more Classes relate to a Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund. Within a Sub-Fund, Classes may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to particular features as may be decided by the Board of Directors at any time;

(ii) within a Class, Categories of shares may be defined from time to time by the Board of Directors so as to correspond to a specific distribution policy: Category of Accumulating shares which shall not entitle to any dividend payments and Category of Distributing shares which shall entitle to dividend payments;

(iii) the proceeds resulting from the issue of the shares of a Category and/or Class of a given Sub-Fund will be attributed in the Fund's accounts to the relevant Category and/or Class of this Sub-Fund and the assets, liabilities, income and expenses relating to this Sub-Fund/Category and/or Class will also be attributed thereto;

(iv) where any asset derives from another asset, such derivative asset will be applied in the books of the Fund to the same Sub-Fund from which it was derived, and on each subsequent revaluation of an asset, the increase or decrease in value will be attributed to the Sub-Fund to which it belongs;

(v) if the Fund has to bear a liability which is connected with an asset of a particular Sub-Fund or with a transaction carried out in relation to an asset of a particular Sub-Fund, this liability will be attributed to that particular Sub-Fund; the liabilities shall be segregated on a Sub-Fund basis with third party creditors having recourse only to the assets of the Sub-Fund concerned;

(vi) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Category of shares, such asset or liability shall be allocated to all the Categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith. With reference to the relations between shareholders and third parties, each Sub-Fund and Category of shares will be treated as a separate entity;

(vii) upon the record date for the determination of any dividend declared on any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund will be reduced by the amount of such dividend, but subject always to the provision relating to the calculation of the dealing price of the distributing shares and accumulating shares of each Sub-Fund set out in these Articles of Incorporation-

Adequate deductions will be made for expenses to be borne by the Fund and account will be taken of the Fund's liabilities according to fair and prudent criteria. Adequate provisions will be made for the expenses to be borne by the Fund and account may be taken of the Fund's off balance sheet liabilities according to fair and prudent criteria.

(5) For the purpose of valuation under this article:

(i) Shares of the relevant Sub-Fund in respect of which the Board of Directors has issued a redemption notice or in respect of which a redemption request has been received, shall be treated as existing and taken into account on the relevant Valuation Date, and from such time and until paid, the redemption price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(ii) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund is calculated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares;

(iii) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Fund on such Valuation Date, to the extent practicable; and

(iv) where the Board of Directors is of the view that the level of subscriptions, conversions or redemptions in a particular Sub-Fund will require significant purchases of assets, or sales of assets in order to provide the required liquidity, the Board of Directors may decide, in the best interests of Shareholders, to adjust the Net Asset Value of such Sub-Fund to account for the estimated dealing spreads, costs and charges incurred in purchasing or liquidating investments and thus more closely reflect the actual prices of the underlying transactions. The adjustment shall not exceed such percentage of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund as is set out in the prospectus on the relevant Valuation Date.

Art. 18. Issuance of shares. Whenever shares of the Fund shall be offered by the Fund for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the Net Asset Value thereof as determined in accordance with the provisions of article 17 hereof. The Board of Directors may also decide that a subscription fee or other charge, such as, but not limited to, a dilution levy has to be paid. Allotment of shares shall be made upon subscription and payment must be received by the Fund not later than five (5) business days following the relevant Valuation Date. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any initial or subsequent subscription.

The relevant Net Asset Value shall be the Net Asset Value determined on the Valuation Date next following the date of receipt of the subscription, or, if such date is a Valuation Date, the Net Asset Value determined on the Valuation Date next following such date.

Subject to the prior approval of the Fund, shares may also be issued upon acceptance of the subscription against contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the objective of the Fund. A valuation report, the cost of which is to be borne by the relevant investor, will be drawn up by the Auditor according to article 26-1 (2) of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended and will be deposited with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg and for inspection at the registered office of the Fund.

Art. 19. Expenses. The Fund shall bear all fees connected with its establishment as well as the fees to be paid notably to the Management Company and the custodian bank (the «Custodian Bank»).

Moreover, the Fund shall also bear the following expenses:

- all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Fund;
- standard brokerage and bank charges incurred by the Fund's business transactions;
- all fees due to the auditor (the «Auditor») and the legal advisors (the «Legal Advisors») to the Fund;
- all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular, the cost of printing and distributing the annual and semi-annual reports, as well as any prospectuses, including key investor information documents;
- all expenses involved in registering and maintaining the Fund registered with all governmental agencies and stock exchanges;
- all expenses incurred in connection with its operation and its management, namely without limitation, bookkeeping services and the Net Asset Value calculation;
- all other expenses described in the Fund's prospectus.

Art. 20. Fiscal Year. The fiscal year of the Fund shall begin on the 1st day of January each year and terminate on the 31st day of December each year.

Art. 21. Authorized Auditor («réviseur d'entreprises agréé»). The operations of the Fund and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an Auditor, who shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2010.

Art. 22. Dividends. The general meeting of shareholders of the Category or Categories issued in respect of any Class or any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any Category of Distributing shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions will be paid in the currency of denomination of the relevant Sub-Fund at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Shares of Categories of Accumulating shares do not give the right to receive any dividend.

Art. 23. Dissolution of the Fund. The Fund can be liquidated by a shareholders' decision in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 24. Closure and merger of Sub-Funds, Categories or Classes.

A. Closure of Sub-Funds, Categories or Classes

If the assets of any one Sub-Fund, Class or Category fall below a level at which the Board of Directors considers that its management may not be easily ensured or in the event that the Board of Directors deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the relevant Sub-Fund, Class or Category or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Board of Directors may decide to close this Sub-Fund, Class or Category. The Board of Directors may also decide to close Sub-Funds within the framework of down-sizing the range of products offered to clients.

The shareholders of the Fund, and more particularly the shareholders of the Sub-Fund, Category or Class concerned, will be informed of the decision and of the details of the procedure for closure by a notice sent to all of that Sub-Fund's Category's or Class' registered shareholders.

The Fund may redeem on the next Valuation Day following the expiry of the notice period all (but not some) of the shares of the Sub-Fund, Class or Category at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs of closing the Sub-Fund, Class or Category but without the application of any redemption charge.

Amounts which have not been distributed by the close of the liquidation procedure of the Sub-Fund, Class or Category will be deposited in escrow at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg for the limitation period in favour of the shareholders entitled thereto.

B. Merger of Sub-Funds, Categories or Classes

The Fund's Board of Directors, in the interest of the shareholders and in accordance with the provisions of the 2010 Law, shall have the power to merge a Sub-Fund with another Sub-Fund in the Fund.

Shareholders shall be notified thereof as described above under A. above. Every shareholder of the relevant Sub-Fund shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost during a period of 30 days before the effective date of the merger, it being understood that the merger is effective within five business days after the expiry of the 30 days' period referred to before. At the effective date, the decision shall bind all shareholders who have not used the possibility of requesting the redemption or conversion without any cost.

The same provisions as described above shall apply to a merger of a Class or Category of shares of a Sub-Fund of the Fund into the same or another Class or Category of shares of another Sub-Fund of the Fund.

In the same circumstances as those described in A. above, the merger of a Sub-Fund, Class or Category with another Luxembourg or foreign undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS), either of the corporate type or of the contractual type, or with a sub-fund, class or category of such UCITS may be decided by the Board of Directors if this is in the interest of the shareholders of the relevant Sub-Fund, Class or Category. Such decision shall be notified to shareholders in the same manner as described above and, in addition, the notice shall include characteristics of the other UCITS or sub-fund, class or category respectively.

Such a notification shall be made in accordance with the provisions of the 2010 Law, 30 days before the date on which the merger becomes effective, it being understood that the merger is effective within five business days after the expiry of the 30 days' period referred to before so as to allow shareholders to request the redemption or conversion of their shares without cost. At the effective date, the decision shall bind all shareholders who have not used the possibility of requesting the redemption or conversion without any cost.

A merger having as an effect to make the Fund disappear can only be decided by the shareholders of the Fund before notary, the shareholders being able to decide without presence quorum and at the simple majority of the shares represented and voting.

If within a Sub-Fund different Categories/Classes of shares have been issued, the Board of Directors may decide that the shares of one Category/Class be converted into shares of another Category/Class at the time where the specifications applicable to the shares of a given Category/Class are no more applicable to such a Category/Class. Such conversion shall be carried out without costs for the shareholders, based on the applicable net values. Any shareholder of the relevant Category/Class shall have the possibility to request for redemption of his shares without any cost for a period of 30 days before the effective date of conversion.

Art. 25. Amendment. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 26. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto as well as the Law of 2010 and amendments thereto.

Subscription and payment

The Shares have been subscribed and issued as follows:

Carne Global Fund Managers (Luxembourg) S.A., prenamed, represented as stated above, has subscribed to thirty-one (31) Shares without par value issued at a price of thousand Euro (EUR 1,000.-) each, fully paid up in cash.

As a consequence, the Fund has at its disposal an amount of thirtyone thousand Euro (EUR 31,000.-) of which evidence has been shown to the undersigned notary who expressly states this.

Transitory provisions

- (i) The first financial year will begin on the date of formation of the Fund and will end on 31 December 2016.
- (ii) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2017.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Fund as a result of its incorporation formation are estimated at approximately six thousand euro.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of 10th August 1915, on commercial companies have been observed.

Resolutions of the sole Shareholder

The above-named party, acting in his capacity as sole shareholder and as such representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions.

First resolution

The number of Directors is set at three (3).

Are appointed Directors of the Company:

1. Mr Hidetoshi Yanagihara, born in Yamanashi (Japan) on 02 March 1964, professionally residing in Bracken House, One Friday Street, London EC4M 9JA, United Kingdom;

2. Mr Hermann Beythan, born in Mannheim (Germany) on 09 March 1963, professionally residing in 35, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

3. Mr Alex Vilchez, born in Lima (Peru) on 23 July 1973, professionally residing 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The term in office of the Directors will expire on the date of the annual general meeting to be held in 2017.

Second resolution

The number of Independent Auditor is set at one (1).

Is appointed Independent Auditor of the Company:

“KPMG Luxembourg”, société cooperative, having its registered office at 39, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (RCS Luxembourg B 149133).

The term in office of the Independent Auditor will expire on the date of the annual general meeting to be held in 2017.

Third resolution

The registered office of the Fund is fixed at 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26(2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended.

Whereas the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us notary the present original deed.

Signé: J. MARX, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 mai 2016. Relation: EAC/2016/11200. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016108496/580.

(160080984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

Entegris Taiwan II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NTD 750.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 205.881.

—
RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 66938 du Mémorial C n° 1395 du 13 mai 2016, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- *au lieu de:*

«Entegris Taiwan II S.à r.l.»,

- *lire:*

«Entegris Taiwan II S.à r.l.».

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 66913.

Référence de publication: 2016109855/16.

(160076387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Montecin Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 161.691.

In the year two thousand and sixteen, on the ninth day of the month of May.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Montecin Luxembourg S.A. (the “Company”), a société anonyme having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 161.691, incorporated by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg dated 21 June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 2141 of 13th September 2011.

The articles of association of the Company were amended for the last time on 19 November 2014 by deed of the undersigned notary published in the Mémorial number 46 of 7 January 2015.

The meeting was presided by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Me Florent Deslandes, maître en droit, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number and class of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list, as well as the proxies, will remain attached to this document to be filed with it with the registration authorities.

II. It appears from the said attendance list that all forty million two hundred and eighty-five thousand six hundred (40,285,600) shares (of different classes) in issue in the Company were represented at the present meeting.

III. All shareholders represented declared having had sufficient prior knowledge of the agenda of the meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

IV. The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below (all one agenda item):

Agenda

- Cancellation of the nominal value of the shares of the Company so that the issued share capital of the Company shall be represented by shares without nominal value;

- Reduction of the current issued share capital of the Company by an amount of three hundred and sixty-two thousand five hundred and seventy euros and forty euro cents (EUR 362,570.40) to forty thousand two hundred and eighty-five euros and sixty euro cents (EUR 40,285.60) without reducing the number of shares in issue and without any redemption, repur-

chase or cancellation of shares, so that as a result the par value per share will be reduced accordingly, and allocation of the reduction amount to the share premium; consequential amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company; and

- Reduction of the amount currently booked in the legal reserve to four thousand twenty-eight euros and fifty-six euro cents (EUR 4,028.56) (representing 10% of the new issued share capital amount) and allocation of the reduction amount to the share premium.

After the foregoing was approved by the general meeting of the shareholders, the following resolutions were passed as a sole resolution:

Sole resolution

The meeting resolved to cancel the nominal value of the shares of the Company so that the issued share capital of the Company shall be represented by shares without nominal value.

The meeting resolved to reduce the current issued share capital of the Company by an amount of three hundred and sixty-two thousand five hundred and seventy euros and forty euro cents (EUR 362,570.40) to forty thousand two hundred and eighty-five euros and sixty euro cents (EUR 40,285.60) without reducing the number of shares in issue and without any redemption, repurchase or cancellation of shares, so that as a result the par value per share will be reduced accordingly.

It was resolved to apply the reduction amount to the share premium.

As a result of the above, Article 5.1 of the articles of association of the Company shall be amended to read as follows:

“**5.1.** The Company has an issued share capital of forty thousand two hundred and eighty-five euros and sixty euro cents (EUR 40,285.60) represented by a total of forty million two hundred and eighty five thousand six hundred (40,285,600) fully paid Shares without nominal value, divided into thirty six million seven hundred and eighty five thousand and six hundred (36,785,600) Class O Shares, two million eighty hundred twenty two thousand five hundred and eighty (2,822,580) Class ADP 2 Shares and six hundred seventy seven thousand four hundred and twenty (677,420) Class ADP 3, each with such rights and obligations as set forth in the present Articles.”

It was resolved to reduce the amount currently booked in the legal reserve to four thousand twenty-eight euros and fifty-six euro cents (EUR 4,028.56) (representing 10% of the new issued share capital amount), and to allocate such amount to the share premium.

The item of the agenda having been resolved upon, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 1,600.-.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall be prevailing.

Done in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le neuvième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Montecin Luxembourg S.A. (la «Société»), une société anonyme dont le siège social se situe au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, qui est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 161.691, constituée le 21 juin 2011 suivant acte reçu de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2141 du 13 septembre 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 19 novembre 2014 suivant acte reçu du notaire soussigné, publié au Mémorial numéro 46 du 7 janvier 2015.

L'assemblée a été présidée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Me Florent Deslandes, maître en droit, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre et la classe d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire et scrutateur, et le notaire soussigné. Ladite liste, ainsi que les procurations, seront annexées au présent document afin d'être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il appert de ladite liste de présence que la totalité des quarante millions deux cent quatre-vingt-cinq mille six cents (40.285.600) actions (de classes différentes) émises dans la Société était représentée à la présente assemblée.

III. Tous les actionnaires représentés ont déclaré avoir eu connaissance suffisamment au préalable de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé à leur droit à un avis de convocation à celle-ci de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

IV. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour repris ci-dessous (le tout formant un seul point de l'ordre du jour):

Ordre du jour

- Annulation de la valeur nominale des actions de la Société de sorte que le capital social émis de la Société soit représenté par des actions sans valeur nominale;

- Réduction du capital social émis actuel de la Société d'un montant de trois cent soixante-deux mille cinq cent soixante-dix euros et quarante centimes (362.570,40 EUR) à quarante mille deux cent quatre-vingt-cinq euros et soixante centimes (40.285,60 EUR) sans réduire le nombre d'actions émises et sans aucun rachat ou aucune annulation d'actions, de sorte que la valeur nominale par action sera réduite en conséquence; et affectation du montant de la réduction à la prime d'émission; modification en conséquence de l'article 5.1 des statuts de la Société; et

- Réduction du montant actuellement inscrit dans la réserve légale à quatre mille vingt-huit euros et cinquante-six centimes (4.028,56 EUR) (représentant 10% du nouveau montant du capital social émis) et affectation du montant de la réduction à la prime d'émission.

Après que l'assemblée générale des actionnaires a approuvé ce qui précède, les résolutions suivantes ont été adoptées sous la forme d'une résolution unique:

Résolution unique

L'assemblée a décidé d'annuler la valeur nominale des actions de la Société de sorte que le capital social émis de la Société soit représenté par des actions sans valeur nominale.

L'assemblée a décidé de réduire le capital social émis actuel de la Société d'un montant de trois cent soixante-deux mille cinq cent soixante-dix euros et quarante centimes (362.570,40 EUR) à quarante mille deux cent quatre-vingt-cinq euros et soixante centimes (40.285,60 EUR) sans réduire le nombre d'actions émises et sans aucun rachat ou aucune annulation d'actions, de sorte que la valeur nominale par action sera réduite en conséquence.

Il a été décidé d'affecter le montant de la réduction à la prime d'émission.

Il résulte de ce qui précède que l'article 5.1 des statuts de la Société sera modifié afin d'avoir la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social émis de quarante mille deux cent quatre-vingt-cinq euros et soixante centimes (40.285,60 EUR) représenté par un total de quarante millions deux cent quatre-vingt-cinq mille six cents (40.285.600) Actions entièrement payées sans valeur nominale, divisées en trente-six millions sept cent quatre-vingt-cinq mille six cents (36.785.600) Actions de Classe O, deux millions huit cent vingt-deux mille cinq cent quatre-vingts (2.822.580) Actions de Classe ADP 2 et six cent soixante-dix-sept mille quatre cent vingt (677.420) Actions de Classe ADP 3, chacune ayant les droits et obligations prévus dans les présents Statuts.»

Il a été décidé de réduire le montant actuellement inscrit dans la réserve légale à quatre mille vingt-huit euros et cinquante-six centimes (4.028,56 EUR) (représentant 10% du nouveau montant de capital social émis), et d'affecter ce montant à la prime d'émission.

Le point de l'ordre du jour ayant fait l'objet d'une résolution, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société sont estimés à EUR 1.600,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. HOSS, F. DESLANDES, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15226. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016108732/144.

(160081238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2016.

Articis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 80.673.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 juin 2016 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016109868/534/15.

SPI Bangladesh Fund, Fonds Commun de Placement.

*Mitteilung an die Anleger des SPI Bangladesh Fund
(ISIN: LU0756285440) (WKN: A1JU42)*

Hiermit werden die Anleger des SPI Bangladesh Fund („Fonds“) darüber informiert, dass die Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit Artikel 16 des Verwaltungsreglements beschlossen hat, den Fonds zum 20. Mai 2016 in Liquidation zu setzen.

Aufgrund des gesunkenen Fondsvolumens ist eine langfristig wirtschaftlich effiziente Verwaltung des Fonds in Zukunft nicht mehr sichergestellt.

Um die Gleichbehandlung aller Anteilhaber zu gewährleisten, wurden die Ausgaben und Rücknahmen der Anteile des Fonds ab dem 11. Mai 2016 (Schlusstag) ausgesetzt. Der Netto-Inventarwert wird bis zur Durchführung der Liquidation weiterhin täglich berechnet und veröffentlicht.

Im Rahmen der Liquidation werden die im Fonds befindlichen Vermögensgegenstände sukzessive veräußert. Die Verwaltungsgesellschaft weist darauf hin, dass sich in dem Fonds Wertpapiere befinden, die aufgrund anstehender Corporate Actions gesperrt sind und somit nicht veräußert werden können. Es kann aktuell keine Einschätzung darüber abgegeben werden, wann mit einer Veräußerung zu rechnen ist. Bis zu einer vollständigen Veräußerung des Wertpapierportfolios wird der Fonds mit dem Status „in Liquidation“ fortgeführt.

Für den Fall, dass die Veräußerung der Wertpapiere längere Zeit in Anspruch nehmen wird, behält sich die Verwaltungsgesellschaft vor, eine Teilauskehrung des Liquidationserlöses an die Anteilhaber vorzunehmen. Bei einer Teilauskehrung wird der entstandene Cash-Betrag der bis dahin veräußerten Vermögensgegenstände vor Abschluss des Liquidationsverfahrens an die Anteilhaber ausgezahlt. In einem solchen Fall wird die Verwaltungsgesellschaft die Anleger vorab gesondert informieren.

Aufgrund der „In-Liquidationssetzung“ und der sukzessiven Veräußerung aller Vermögensgegenstände kann es ab dem 20. Mai 2016 zu Anlagegrenzverletzungen kommen.

Anteilscheinausgaben- und Rücknahmen werden für den Fonds bis zum Abschluss der Liquidation nicht vorgenommen.

Sämtliche mit der Liquidation verbundenen Kosten werden dem Fondsvermögen belastet.

Die Netto-Liquidationserlöse deren Empfänger nicht erreicht werden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anleger bei der Caisse de Consignation hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist angefordert werden.

Luxemburg, im Mai 2016.

IPConcept (Luxemburg) S.A..

Référence de publication: 2016109859/755/32.

BayWa r.e. Solar Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 203.853.

—

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 1^{er} mars 2016

L'associé unique de la société décide la révocation immédiate de ses deux gérants M. Laurent Teitgen et M. Daniel Galhano.

L'associé unique de la société décide la nomination avec effet immédiat en tant que gérant unique de la société de M. Thomas LECHAT, établi professionnellement à l'adresse suivante: 4, Op der Haart, L-9999 Wemperhardt.

Un mandataire

Référence de publication: 2016074553/13.

(160039454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Beacon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.983.

—

En date du 23 février 2016, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Evan Smith, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 29 février 2016;
- Nomination de Mr Stuart Bottomley, né le 28 octobre 1966 à Melton Mowbray, Royaume-Uni, ayant pour adresse professionnelle Fore 1, Fore Business Park, Huskisson Way, Stratford Road, Shirley, Solihull B90 4SS, Royaume-Uni, au poste de gérant de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beacon Luxembourg S.à r.l.

Jana Strischek

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2016074554/17.

(160038842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Berkeley Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 22.329,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.898.

—

En date du 11 février 2016, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Evan Smith, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 29 février 2016;
- Nomination de Mr Stuart Bottomley, né le 28 octobre 1966 à Melton Mowbray, Royaume-Uni, ayant pour adresse professionnelle Fore 1, Fore Business Park, Huskisson Way, Stratford Road, Shirley, Solihull B90 4SS, Royaume-Uni, au poste de gérant de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Berkeley Luxembourg S.à r.l.

Jana Strischek

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2016074559/17.

(160038981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

AB Toscana (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 204.128.

—

EXTRAIT

Il résulte du transfert de parts de la Société réalisé en date du 11 février 2016 que l'associé BCIP Associates IV, L.P., transfère les parts suivantes à la société Bain Capital Europe fund III, L.P., une exempted limited partnership, ayant son

siège social au Uglan House, South Church Street KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmanes, enregistré au Registrar of Companies of Cayman Islands sous le numéro WK-22809;

- 71,436 Parts Sociales de Catégorie A;
- 71,436 Parts Sociales de Catégorie B;
- 71,436 Parts Sociales de Catégorie C;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie D;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie E;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie F;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie G;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie H;
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie I; et
- 71,435 Parts Sociales de Catégorie J.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016074506/24.

(160039439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Aberdeen Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 27.471.

—
EXTRAIT

A titre informatif, veuillez noter que les administrateurs de la Société, Monsieur Bob Hutcheson, Monsieur Lynn Birdsong, Madame Soraya Jane Hashimzai, Monsieur David Van Der Stoep, Monsieur Christopher Little et Monsieur Ronaldo Da Frota Nogueira résident désormais professionnellement au 35a, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec date d'effet au 1^{er} février 2016.

Egalement, veuillez noter que l'administrateur de la Société, Monsieur Ian Robert Macdonald, réside désormais professionnellement au 1, Bread Street, Bâtiment Bow Bells House, Londres, EC4M 9HH, Royaume-Uni, avec date d'effet au 1^{er} février 2016.

Egalement, veuillez noter que l'administrateur de la Société, Monsieur Gary Marshall, réside désormais professionnellement au 40, Princes Street, EH2 2BY, Edinburgh, Royaume-Uni, avec date d'effet au 1^{er} février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 Mars 2016.

Aberdeen Global Services S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2016074507/21.

(160039502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Allegro Investment Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.192.

—
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Alain Koch, Caroline Kinyua et Hinnerk Koch, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016074494/16.

(160039240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Altitude Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 149.365.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire en date du 3 mars 2016

- La démission de Madame Anne-Marie GREGIS de son mandat de gérant, avec effet au 26 février 2016, est acceptée.
- Madame Isabelle DONADIO, employée privée, née le 3 octobre 1962 à Amnéville, France, et résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est nommée comme nouveau gérant, avec effet au 1^{er} mars 2016 et pour une durée indéterminée.

Fait à Luxembourg, le 3 mars 2016.

Certifié sincère et conforme

ALTITUDE HOLDINGS S.A R.L.

Référence de publication: 2016074495/16.

(160039394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Apollo Warehouse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 168.838.

—
Extrait de l'assemblée générale annuelle des associés tenue à Luxembourg en date du 29 février 2016

L'associé unique nommé Monsieur Daniel Venn, né à Greenwich (Royaume-Uni), le 23 mars 1983 et résidant professionnellement au 40, Portman Square, W1H6DA Londres (Royaume-Uni), comme nouveau gérant de la société.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit pour une durée indéterminée:

- Madame Christelle Rétif, président du conseil de gérance;
- Monsieur Pierre Stemper;
- Monsieur Naïm Gjonaj;
- Monsieur Daniel Venn.

L'assemblée décide de nommer aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé la société KPMG Luxembourg, Société coopérative, ayant son siège social au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé ainsi nommé viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle, qui se tiendra en 2016, approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Apollo Warehouse S.à r.l.

Référence de publication: 2016074497/22.

(160039363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Bavarian Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 127.982.

—
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 25 février 2016
(l'«Assemblée»)*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016074551/15.

(160039237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Bavarian Sky S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 127.982.

EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Lara Nasato, Laurent Belik et Valerie Schleimer, administrateurs de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016074552/17.

(160039237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Blue Gem Luxembourg 1D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 128.309.

L'an deux mille seize, le dix-huitième jour du mois de février,

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

1) Blue Gem Luxembourg 1B S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B128.032,

ici représentée par Madame Karola Böhm, employée privée, ayant adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 février 2016, à elle délivrée,

2) Blue Gem Luxembourg 1C S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B128.310,

ici représentée par Madame Karola Böhm, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 février 2016, à elle délivrée.

3) Rock Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B202992,

ici représentée par Madame Karola Böhm, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 janvier 2016, à elle délivrée.

(ci-après les «Associés»),

Lesquelles procurations signées ne varient par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes ont déclaré être les seuls associées de Blue Gem Luxembourg 1D S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 128.309, constituée suivant acte notarié en date du 8 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1451 du 13 juillet 2007.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont ensuite unanimement requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

Les Associés décident de transférer le siège social de la Société de 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, les Associées décident de modifier, dans les versions anglaise et française, les articles 2.1 et 2.3 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **2.1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven

...

2.3. However, the Board of Managers of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the municipality of Niederanven”.

Version française:

« **2.1.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven

...

2.3. Toutefois, le Conseil de Gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la Commune de Niederanven.».

Troisième résolution:

Les Associés décident de révoquer les personnes suivantes comme gérants de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2016:

- Monsieur Douwe Hendrik Jacob Terpstra, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et
- Monsieur Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Quatrième résolution:

Les Associés décident de nommer, avec effet au 1^{er} janvier 2016, les personnes suivantes comme gérants de la Société et ce, pour une durée indéterminée:

- Madame Anke Jager, née le 22 avril 1968 à Salzgitter, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel; et,
- Madame Elke Leenders, née le 2 août 1980 à Maaseik, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, qualité et demeure, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. Böhm, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 février 2016. GAC/2016/1435. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016074562/72.

(160039035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

**The Scarlett Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BY Kilian Companies S.à r.l.).**

Capital social: EUR 9.000.000,00.

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.

R.C.S. Luxembourg B 192.469.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-fifth of February.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Platinum Limited Partnership represented by its General Partner Skyfit Investment Limited, a company having its registered address at Offshore Chambers, P O Box 217, Apia, Samoa (the “Sole Partner”)

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of power of attorney given under private seal.

Which power of attorney, after being signed “ne varietur” by the proxy and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the notary to enact the following:

- That the société à responsabilité limitée "BY KILIAN COMPANIES S.à r.l.", has its registered office at 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg, is registered at the Commercial and Companies Register in Luxembourg under number B 192469, was incorporated by deed of the undersigned notary dated November 24, 2014 and published on December 23, 2014 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3976, hereafter the ‘Company’, which articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary dated December 31st, 2014, published on February 26th, 2015 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 540.

- That the share capital of the Company amounts to EUR 9,000,000 (nine million euro) represented by 90,000 (ninety thousand) shares of one hundred euro (EUR 100) each.

- That the appearing party is the current partner of the Company.

- That the appearing party fixed the agenda as follows:

Agenda

1. - Amendment of the registered name of the Company, to be changed into "The Scarlett Holding S.à r.l.";

2. - Amendment of article 4 of the Articles of Association of the Company, so as to reflect the change of name of the Company, which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 4.** The corporation will have the name of "The Scarlett Holding S.à r.l.” After the foregoing was approved by the Sole Partner, the Sole Partner unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The Sole Partner decides to change the registered name of the Company, from "BY KILIAN COMPANIES S.à r.l." into "The Scarlett Holding S.à r.l."

Second resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole partner decides to amend Article 4 of the Articles of Association to read as follows:

" **Art. 4.** The Corporation will have the name of "The Scarlett Holding S.à r.l."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française:

L'an deux mil seize, le vingt-cinq février.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Platinum Limited Partnership représentée par son Associé Commandité Skyfit Investment Limited, une société ayant son adresse à Offshore Chambers, P O Box 217, Apia, Samoa (l'“Associé Unique”)

ici représenté par Madame Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «BY KILIAN COMPANIES S.à r.l.», a son siège social au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg, est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 192469, a été constituée suivant acte reçu du notaire instrumentant en date du 24 novembre 2014, et publié en date du 23 décembre 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3976, ci-après la ‘Société’, dont les

statuts ont été modifiés par le notaire instrumentaire en date du 31 décembre 2014, publié en date du 26 février 2015 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 540.

- Que le capital social de la Société s'élève à EUR 9.000.000 (neuf millions d'euros) représenté par 90.000 (quatre-vingt-dix mille) parts sociales d'une valeur nominale de cents euros (EUR 100) chacune.
- Que le comparant est l'associé unique actuel de la Société.
- Que le comparant a fixé l'ordre du jour comme suit:

Ordre du jour

- 1.- Modification de la dénomination de la société, à changer en "The Scarlett Holding S.à r.l.";
- 2.- Modification afférente de l'article 4 des statuts, afin de prendre en considération le changement de dénomination de la Société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société a comme dénomination "The Scarlett Holding S.à r.l.""

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Associé Unique, ce dernier prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la société, de "BY KILIAN COMPANIES S.à r.l." en "The Scarlett Holding S.à r.l."

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société a comme dénomination "The Scarlett Holding S.à r.l.""

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge suite au présent acte, est estimé approximativement à la somme de mille trois cents Euros (EUR 1.300.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 février 2016. 2LAC/2016/4362. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016074582/102.

(160039329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Cambridge Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.799,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.719.

En date du 11 février 2016, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Evan Smith, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 29 février 2016;
- Nomination de Mr Stuart Bottomley, né le 28 octobre 1966 à Melton Mowbray, Royaume-Uni, ayant pour adresse professionnelle Fore 1, Fore Business Park, Huskisson Way, Stratford Road, Shirley, Solihull B90 4SS, Royaume-Uni, au poste de gérant de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cambridge Luxembourg S.à r.l.
 Jana Strischek
 Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2016074584/17.

(160038843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Centaurus S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.997.

Il résulte des résolutions écrites prises et approuvées par l'actionnaire unique de la Société en date du 29 février 2016 qu'il a été décidé:

- d'accepter la démission de Madame Nerea Nazábal Jiménez en tant que gérante de la Société avec effet immédiat au 29 février 2016;

- de nommer en remplacement de la gérante démissionnaire, Mademoiselle Sophie Mellinger, née le 20 juin 1971, à Metz, France, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que nouvelle gérante de la Société avec effet immédiat au 29 février 2016 et pour une période indéterminée; et

- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est désormais composé par les gérants suivants:

* Mademoiselle Sophie Mellinger, gérante; et

* Monsieur Fabrice, Michel, Gilles Mas, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

Pour la Société

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2016074588/24.

(160039368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Centre Chretien-Social du Sud, Société Coopérative.

Siège social: L-1351 Luxembourg, 11, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 7.236.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 27 mars 2015.

L'assemblée à l'unanimité,

A DECIDE

de prolonger la coopérative pour une durée de 30 ans, l'art. 4 des statuts de la société coopérative CENTRE CHRÉTIEN-SOCIAL DU SUD prend la teneur suivante:

« **Art. 4.** La durée de la société est fixée à trente ans à partir du 31 décembre 2015. A son expiration, elle sera prorogée. »

Pour la société

Référence de publication: 2016074590/14.

(160038970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Concord Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 187.498.364,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.709.

En date du 18 février 2016, les associés de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Evan Smith, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 29 février 2016;

- Nomination de Mr Stuart Bottomley, né le 28 octobre 1966 à Melton Mowbray, Royaume-Uni, ayant pour adresse professionnelle Fore 1, Fore Business Park, Huskisson Way, Stratford Road, Shirley, Solihull B90 4SS, Royaume-Uni, au poste de gérant de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Concord Luxembourg S.à r.l.
Jana Strischek
Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2016074595/17.

(160038844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Corber Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 13, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 186.303.

Il résulte des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la Société en date du 2 mars 2016 que:

- le siège social de la Société est transféré à partir du 2 mars 2016 au 13, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Il est à noter que l'adresse professionnelle du gérant de la Société, Monsieur Giacomo Carlo Baizini est désormais la suivante: 13, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Il est à noter aussi que, le siège social de Evraz Group S.A., l'associé de la Société, est désormais le suivant: 13, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme
Giacomo Baizini
Signataire autorisé

Référence de publication: 2016074596/18.

(160039127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Creathor Venture Management Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 155.288.

Veillez noter le transfert du siège social du 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg au 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Pour Creathor Venture Management Luxembourg
United International Management S.A.

Référence de publication: 2016074599/12.

(160039185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Aberdeen Asset Managers (Luxembourg) S.à r.l., Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 104.118.

En date du 1^{er} février 2016, l'adresse professionnelle de l'administrateur Elisabeth Weiland-Freitas da Cunha a changé de 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg à 35A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Référence de publication: 2016072582/10.

(160037231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

R3 Medical S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 186.737.

L'an deux mille seize.

Le dix-huit février.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme R3 MEDICAL S.A., avec siège social à L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 186737,

constituée suivant acte reçu par le notaire Carlo Wersandt, de résidence à Luxembourg, en date du 22 avril 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1818 du 11 juillet 2014.

Le capital social s'élève au montant de cent mille Euros (€ 100.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, qui désigne comme secrétaire Claudine Schoellen, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Peggy Simon, prénommée.

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon à L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, Avenue des Hauts Fourneaux.

2.- Modification afférente du premier alinéa de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 4. Premier alinéa. «Le siège social est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).»

3.- Divers

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire ps instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon à L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, Avenue des Hauts Fourneaux.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 4. Premier alinéa. «Le siège social est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Grevenmacher, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Jacques CASTEL.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 01 mars 2016. Relation: GAC/2016/1558. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 07 mars 2016.

Référence de publication: 2016076105/54.

(160040541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Feri Trust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 128.987.

Auszug aus dem Beschluss des Aufsichtsrates der Gesellschaft im Umlaufverfahren vom 28. Januar 2016

Am 28. Januar 2016 hat der Aufsichtsrat der Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

- Verlängerung des Mandates von Herrn Helmut HAAG, Vorstandsmitglied der Gesellschaft, mit sofortiger Wirkung und dies für einen befristeten Zeitraum bis zum 30. August 2019.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. Februar 2016.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2016072168/15.

(160036423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

Zeeco Europe Limited Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 204.358.

—
OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

La société Zeeco Europe Limited est dirigée par les gérants suivants:

- Monsieur Nigel Palfreeman, gérant et Président du Conseil

né le 15 mai 1962 à Darlington, Royaume Uni

Domicilié au LE15 7QT, Rutland, Great North Road, The Woolfox Building, Royaume Uni

- Monsieur Darton Zink, gérant

né le 12 mars 1971 à Oklahoma, Etats-Unis

Domicilié au 22151 E 91ST, Broken Arrow

OK 74014, Etats-Unis.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil de gérance du 25 février 2016

Sont présents:

- Monsieur Nigel Palfreeman, gérant et Président du Conseil

- Monsieur Darton Zink, gérant

Le Conseil de gérance étant valablement réuni il peut délibérer et prendre toute décision utile.

Ordre du jour

Ouverture d'une succursale au Grand-Duché de Luxembourg.

Décision des comparants

Les comparants décident d'établir une succursale au Grand-Duché de Luxembourg dans le but de présenter les produits et services Zeeco aux clients au Luxembourg et dans d'autres pays européens.

En conséquence, les gérants ont décidé à l'unanimité:

1. L'ouverture d'une Succursale sous la dénomination "Zeeco Europe Limited - Luxembourg";

2. D'établir le siège de la Succursale au L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt;

3. L'objet de la Succursale sera de présenter les produits et services Zeeco aux clients au Luxembourg et dans d'autres pays européens;

Sont désignés comme gérant avec pouvoir de signature conjointe:

- Monsieur Nigel Palfreeman

né le 15 mai 1962 à Darlington, Royaume Uni

Domicilié au LE15 7QT, Rutland, Great North Road, The Woolfox Building, Royaume Uni

- Madame El Khoury Marie-Hedwige,

née le 17 mars 1974 à Kafarabida, Liban

Domiciliée au 10A rue Henri M.Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016075624/39.

(160039994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Frënn vum aalen Buttik, aus aal mach nei a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-4579 Oberkorn, 119, rue Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg F 10.709.

—
Well mer eis an der Gemeng Deifferdeng wellen offiziell androen op Grond vun dem „Reglement communal portant attribution de subsides Version 11.06.2015,, vun der Gemeng Deifferdeng huet den Grënnungs comité beschloss d'Statuten am Art 7 Administratioun ze änneren wie hei beschriwen.

Am Fall vun enger Opleisung geet den Kaissenbestand un den office social de la ville de Differdange

President / Sekretär

Référence de publication: 2016072173/12.

(160036563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

MedCap Growth Equity Luxembourg Fund I, SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 204.319.

Extrait du contrat social du 29 février 2016

MedCap Growth Equity Luxembourg GP, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 203.939 et disposant d'un capital social de EUR 12.500 (l'Associé Commandité) a signé, le 29 février 2016, le contrat social (le Contrat Social) d'une société en commandite simple (la Société) dont est extrait ce qui suit:

1. Forme. Il est établi une société en commandite simple.

2. Dénomination. La dénomination de la Société est «MedCap Growth Equity Luxembourg Fund I, SCS».

3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Objet social. La Société a pour objet social d'investir directement tous ses actifs dans le fonds maître. La Société sert de fonds au travers duquel les financements collectés auprès des associés sont investis, conformément à une politique d'investissement, dont l'objet est l'investissement et la prise de participation dans une large variété de valeurs mobilières et d'instruments financiers, en accord avec le mémorandum de placement privé confidentiel avec pour objectif pour les associés de partager les bénéfices. En addition à ce qui précède la Société peut entreprendre toutes les activités et transactions licites qu'il est permis à une société en commandite simple d'exercer conformément aux dispositions de la loi de 1915, et toutes les activités qui y seraient nécessaires ou incidentes. La Société est un fonds d'investissement alternatif au sens de l'article 1(39) de la loi du 12 Juillet 2013 relative aux gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs (la «loi AIFM»).

5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

6. Responsabilité de l'Associé Commandité de la Société. L'Associé Commandité est indéfiniment et solidairement responsable de toutes les obligations de la Société.

7. Gestion de la Société. La Société est gérée par l'Associé Commandité.

Tous les pouvoirs seront exercés par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration dans l'intérêt de la Société et dispose de tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet de la Société.

8. Autorité. L'Associé Commandité aura pleins pouvoirs pour mener et approuver pour la Société tous les actes et opérations compatibles avec l'objet social de la Société.

L'Associé Commandité peut déléguer l'exécution d'une partie de son autorité à un tiers par procuration spéciale.

9. Représentation. La Société sera engagée par la seule signature de son Associé Commandité.

La Société sera également engagée envers les tiers par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signer pour le compte de la Société a été valablement délégué par l'Associé Commandité conformément à l'article 8.3 des statuts de l'Associé Commandité.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MedCap Growth Equity Luxembourg GP, S.à r.l.

Référence de publication: 2016074835/42.

(160039507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.
